

BUDGET ECONOMIQUE



Institut des
Comptes Nationaux

Prévisions Economiques 2005

Septembre 2004

►► Table des Matières

	Avant-Propos	1
	Résumé	3
1.	La conjoncture belge dans une perspective internationale	5
	La conjoncture internationale en 2004 et 2005	5
	La conjoncture belge et de ses trois principaux partenaires commerciaux	7
	Evolution sur les marchés financiers	7
	<i>Taux d'intérêt</i>	
	<i>Taux de change</i>	
	Incertitudes liées à l'environnement international	9
2.	Les composantes du PIB	10
	Dépenses de consommation finale des ménages	10
	Investissements des entreprises	10
	Investissements en logements	11
	Dépenses publiques	12
	Variations de stocks	12
	Exportations et importations	12
	Revenu national brut réel	13
3.	Evolution des prix et des salaires	14
	Evolution des prix intérieurs	14
	Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	15
	Evolution salariale dans le secteur privé	15
	<i>Evolution du coût salarial</i>	
	<i>Réductions de cotisations patronales et subventions salariales</i>	
	<i>Evolution de la part salariale</i>	
4.	Marché du travail	18
	Annexe	21

►► Liste des figures

FIGURE 1	Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants	3
FIGURE 2	Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur	4
FIGURE 3	Appréciation de la situation économique mondiale	5
FIGURE 4	Evolution trimestrielle du PIB	5
FIGURE 5	Appréciation de la situation économique dans la zone euro	6
FIGURE 6	Evolution trimestrielle du PIB	7
FIGURE 7	Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis	8
FIGURE 8	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne	10
FIGURE 9	Investissements des entreprises	11
FIGURE 10	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand	11
FIGURE 11	Investissements résidentiels	11
FIGURE 12	Exportations de biens et services	13
FIGURE 13	Evolution trimestrielle de l'inflation	14
FIGURE 14	Décomposition de l'indice des prix à la consommation	15
FIGURE 15	Evolution de la part salariale	17
FIGURE 16	Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité	18
FIGURE 17	Evolution de l'emploi et du taux d'emploi	19
FIGURE 18	Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active	20

►► Liste des tableaux

TABLEAU 1	Formation du coût salarial dans le secteur privé	16
TABLEAU 2	Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand 1995-2005	17

➤➤ Avant-Propos

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre de l'élaboration des budgets fédéraux des recettes et dépenses de l'année 2005. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan (BfP) a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 29 septembre 2004.

Les présentes prévisions tiennent compte des agrégats annuels publiés dans la Partie 2 des Comptes Nationaux 2003 ("Comptes détaillés et tableaux") et des agrégats trimestriels publiés jusqu'au deuxième trimestre 2004.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les prévisions de printemps de la Commission Européenne adaptées sur base des prévisions consensus les plus récentes et sur les estimations trimestrielles du commerce mondial de biens effectuées par le Centraal Planbureau néerlandais. L'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole) reflète les anticipations des marchés financiers au début de septembre. Les prévisions pour la Belgique ont été générées par l'exécution parallèle de la version annuelle et trimestrielle du modèle MODTRIM, développé au BfP.

Ces prévisions ont été achevées le 30 septembre 2004.

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration
de L'Institut des Comptes Nationaux

Chiffres clés pour l'économie belge*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

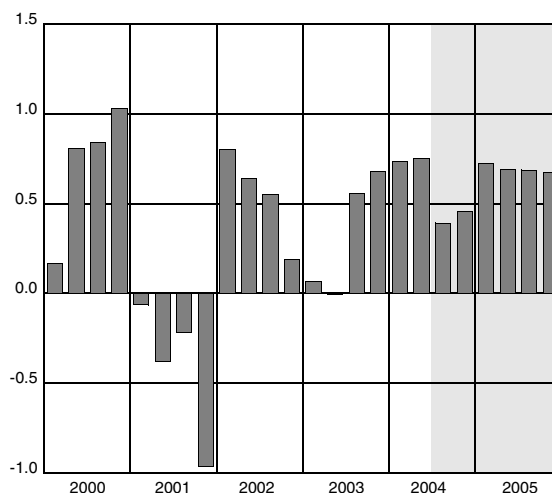
	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.3	2.2	2.0	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.3	2.7	1.3	1.9
Formation brute de capital fixe	-3.7	-0.9	1.7	5.8
Dépenses nationales totales	0.5	1.7	2.0	2.6
Exportations de biens et services	1.5	1.7	4.2	5.5
Importations de biens et services	1.0	2.3	3.8	5.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.4	-0.4	0.4	0.0
Produit intérieur brut	0.9	1.3	2.4	2.5
Indice national des prix à la consommation	1.6	1.6	2.1	2.0
Indice santé	1.8	1.5	1.6	1.7
Revenu disponible réel des particuliers	0.1	1.1	1.7	1.7
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16.6	15.5	15.2	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-12.4	2.3	17.7	31.7
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.3	8.1	8.6	8.5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	5.3	3.8	3.9	3.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	94.3	113.0	122.2	121.5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	3.3	2.3	2.1	2.6
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.0	4.1	4.2	4.3

➤➤ Résumé

Après trois années de croissance médiocre, l'économie belge devrait afficher des performances sensiblement meilleures en 2004 et 2005. Après une croissance d'à peine 1,3 % en 2003, la croissance du PIB à prix constants devrait atteindre cette année 2,4 % et 2,5 % en 2005. La reprise était déjà amorcée à la mi-2003, dans le sillage d'une relance de la conjoncture internationale qui s'est poursuivie durant le premier semestre de cette année. Pour les deux derniers trimestres 2004, on s'attend néanmoins à ce que l'évolution à un trimestre d'intervalle du PIB fléchisse sous l'effet de l'augmentation inattendue des prix pétroliers depuis juillet. En 2005, l'effet de cette hausse devrait toutefois s'atténuer et le PIB devrait de nouveau afficher des taux de croissance trimestrielle d'environ 0,7 %.

FIGURE 1 Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Source: ICN, BfP

Exportations nettes: moteur de l'accélération en 2004

Par rapport à l'année 2003, la croissance économique en 2004 est non seulement plus vigoureuse, mais également plus équilibrée. Il est vrai que l'année passée, c'est la demande intérieure qui avait alimenté la croissance, tandis que les exportations nettes apportaient une contribution négative à la croissance du PIB de -0,4 point de pourcent. En 2004, par contre, les exportations nettes devraient contribuer positivement à la croissance économique à concurrence de +0,4 point de pourcent et entraîner l'accélération de celle-ci. En effet, nos marchés extérieurs – qui se situent majoritairement dans la zone euro – bénéficient également de la reprise mondiale qui clairement se dessine surtout aux Etats-Unis, au Japon et en Chine. L'appréciation, dont l'euro a fait l'objet précédemment, continue cependant à jouer quelque peu les trouble-fêtes, si bien que la croissance des exportations belges devrait s'établir à 4,2 % pour l'année en cours.

Cette année, la croissance de la demande intérieure devrait atteindre 2 %, contre 1,7 % en 2003. Cette évolution est due à la forte remontée des investissements des entreprises qui, après deux années en recul, renouent avec une progression de 1 % grâce au faible niveau des taux d'intérêt, à des perspectives de demande plus favorables et à une rentabilité accrue des entreprises. Les ménages se montre-

raient en revanche de nouveau plus prudents: pour cette année, on prévoit que tant la consommation privée que les investissements en logements progressent un peu moins rapidement qu'en 2003. Il est vrai que le redressement des dépenses des ménages s'est manifesté étonnamment tôt en 2003, alimenté par une inversion de la tendance en matière d'emploi et par une confiance croissante des consommateurs depuis le deuxième trimestre 2003. Ces tendances se sont poursuivies durant le premier trimestre 2004, au cours duquel la consommation privée a également été stimulée par le salon de l'auto, qui se tient tous les deux ans. Il est probable que la croissance de la consommation des ménages ralentisse au cours du deuxième semestre de cette année, suite à la stabilisation de la confiance des consommateurs depuis avril et suite également à la progression relativement faible du pouvoir d'achat. L'évolution du pouvoir d'achat est tempérée, en effet, par les prix pétroliers élevés, qui entraînent un décalage entre l'indexation des salaires et l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Malgré la nouvelle hausse du taux de chômage et la stagnation de la confiance des consommateurs, le taux d'épargne poursuivrait son tassement en 2004, si bien que la croissance de la consommation privée s'établirait à 2 %.

La demande intérieure prend le relais en 2005

La progression des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait se stabiliser en 2005. L'impact de la légère accélération de la croissance

dans la zone euro (2 % en 2005 contre 1,8 % en 2004) est en effet neutralisé par un tassement aux Etats-Unis et au Japon. Toutefois, l'euro se stabiliserait et

n'accroîtrait plus les pertes de compétitivité, si bien que l'on prévoit une nouvelle accélération de la croissance des exportations (jusqu'à 5,5 %).

Vu l'amélioration de la compétitivité, les perspectives des entreprises belges en matière de débouchés continuent à s'améliorer et les investissements des entreprises progressent pour atteindre 4,7 %. On prévoit par ailleurs une forte augmentation des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux dans la perspective des élections communales de 2006. De ce fait, la croissance des investissements publics en 2005 devrait connaître une accélération sensible et apporter ainsi une contribution positive de 0,4 point de pourcentage à la croissance économique.

Après une diminution cumulée de 1,4 point de pourcentage du taux d'épargne en 2003 et 2004, on s'attend à une stabilisation de la propension à l'épargne des ménages. Par conséquent, la consommation privée devrait augmenter au même rythme que le revenu disponible réel des ménages (+1,7 %). En revanche, la croissance des investissements en logements poursuivrait son ralentissement pour tomber à 2 %.

Du fait de ces évolutions, la croissance économique devrait être soutenue, en 2005, par la demande intérieure, qui devrait en effet continuer à progresser pour atteindre 2,6 %. La plus forte croissance attendue des exportations combinée à celle de la demande intérieure poussent les importations à la hausse, si bien que l'exportation nette devrait avoir un effet neutre sur la croissance économique en 2005.

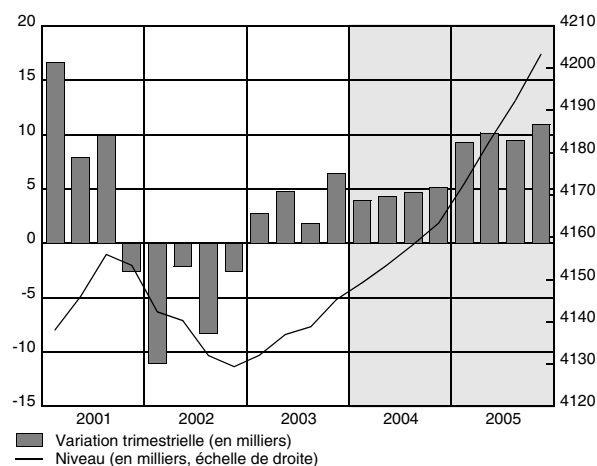
Entre le dernier trimestre 2001 et la fin 2002, l'emploi intérieur avait baissé de façon constante. Dès le début 2003, en dépit d'une croissance modeste, la tendance s'était toutefois inversée. Malgré la faiblesse du niveau de l'emploi au début de l'année 2003, le niveau annuel moyen dépassait tout de même de 2 300 unités celui de 2002. Cette année, et surtout l'année prochaine, la croissance de l'emploi intérieur à un trimestre d'intervalle devrait s'accroître, ce qui devrait se traduire par une augmentation annuelle moyenne de 17 700 unités en 2004 et de 31 700 unités en 2005. Le taux d'emploi ne devrait progresser que lentement (passant de 61,6 % en 2003 à 62 % en 2005), vu que la création

d'emplois dépassera à peine la croissance de la population d'âge actif. Cette année, le taux de chômage devrait augmenter pour la troisième année consécutive, et ce n'est qu'en 2005 qu'il devrait fléchir très légèrement.

L'inflation, mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre respectivement 2,1 % et 2 % en 2004 et 2005. Bien que l'inflation sous-jacente, qui reflète la tendance fondamentale des prix à la consommation, devrait continuer à baisser, passant de 2 % en 2003 à 1,6 % en 2004, puis à 1,5 % en 2005, cette baisse devrait être amplement compensée par les récentes hausses des prix pétroliers et par l'extinction de l'effet à la baisse de la réduction/suppression (selon la région) de la redevance radiotélévision. L'indice santé, qui n'est pas influencé par la hausse des prix des carburants, devrait quant à lui connaître une progression modérée (1,6 % en 2004 et 1,7 % en 2005).

Comme l'indice pivot pour la fonction publique a été dépassé en septembre 2004, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seront adaptés à l'augmentation du coût de la vie à concurrence de 2 %, respectivement en octobre et novembre. Selon nos prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 116,15) ne serait pas dépassé en 2005.

FIGURE 2 Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
(données corrigées des variations saisonnières)



Source: ICN, BfP

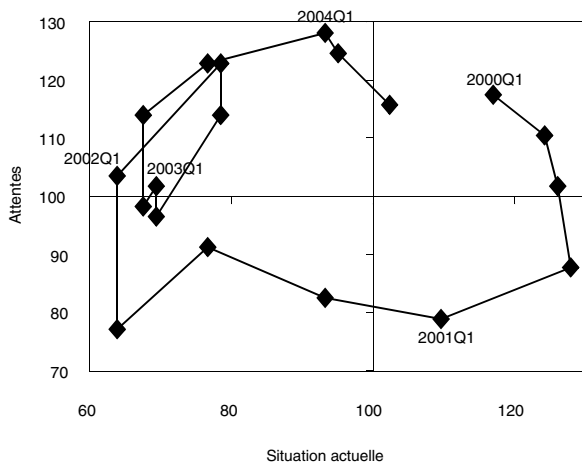
1. La conjoncture belge dans une perspective internationale

►► La conjoncture internationale en 2004 et 2005

Après une progression marquante durant la seconde moitié de l'année 2003, la croissance économique mondiale a encore surpris par sa vigueur au cours du premier trimestre 2004, et ce, tant aux Etats-Unis qu'au Japon et, plus modestement, en Europe. Une certaine modération de l'activité est apparue au second trimestre 2004.

La croissance mondiale devrait s'infléchir durant la seconde partie de l'année, d'une part sous l'impact d'une propagation du ralentissement américain aux autres économies, d'autre part sous l'impact de la forte hausse des prix de l'énergie et de leur maintien à un niveau élevé durant le reste de l'année. La figure 3 fait clairement apparaître la détérioration du climat économique. Si la perception de la situation économique actuelle s'est encore améliorée, on constate en revanche un fléchissement assez net des prévisions en ce qui concerne la situation économique future.

FIGURE 3 Appréciation de la situation économique mondiale



Source: Ifo World Economic Survey, BfE

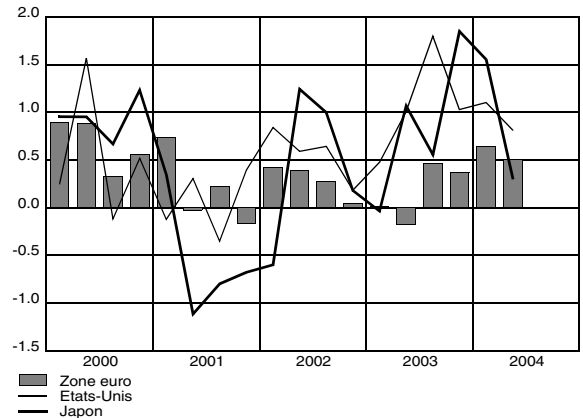
Le redressement des marchés boursiers en cours depuis le printemps 2003 a perdu de sa vigueur lors des derniers mois, suite notamment à la réémergence de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les marchés boursiers ont même subi quelques pertes durant l'été sous l'impact de la hausse des prix des produits pétroliers et de quelques mauvais résultats dans le secteur technologique.

La croissance du *commerce mondial* a commencé à décélérer durant la première moitié de l'année 2004 après le rythme particulièrement élevé du second semestre 2003. En moyenne annuelle, les échanges internationaux de biens devraient toutefois encore croître d'environ 8 % en 2004 et de 7 % l'année prochaine. En effet, tant que les tensions inflationnistes

liées à la hausse des prix pétroliers demeurent sous contrôle, les conditions financières restent propices à la croissance.

Après une croissance impressionnante de 1,8 % au cours du troisième trimestre 2003, l'économie américaine a adopté un rythme de croissance plus modéré qui se situe autour de 1,1 % pour le dernier trimestre 2003 et le premier trimestre 2004. Au cours du second trimestre 2004, la croissance s'est encore tassée pour atteindre 0,7 %, ce qui s'explique principalement par un fort ralentissement de la consommation privée.

FIGURE 4 Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre
d'intervalle à prix constants (données
corrigées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, Eurostat

Ce ralentissement a plusieurs causes. L'effet des réductions d'impôt s'est estompé, les refinancements hypothécaires ont connu un coup d'arrêt suite à l'augmentation des taux d'intérêt à long terme, tandis que la politique monétaire n'a plus donné de coup de pouce supplémentaire aux dépenses des consommateurs, sensibles à l'évolution des taux. Le ralentissement s'explique en outre par la hausse des prix du pétrole (qui pèse relativement plus lourd sur le budget des ménages américains que sur celui des ménages européens), ainsi que par le ralentissement de la création d'emplois au cours de ces derniers mois. Après une augmentation mensuelle moyenne de 225 000 emplois au cours des 5 premiers mois de cette année, ce chiffre est retombé à 104 000 emplois seulement durant la période juin-août.

Au cours des prochains trimestres, la consommation privée devra être soutenue par la croissance des salaires. Les salaires réels ont d'ailleurs déjà progressé et, en juillet dernier, ils dépassaient de près

de 3 % leur niveau de juillet 2003. S'il s'agit là d'une augmentation notable par rapport à la stagnation que l'on a connue durant les 20 premiers mois de la reprise économique aux Etats-Unis, elle n'est toutefois pas de nature à générer un nouveau "boom" des dépenses des consommateurs.

La forte hausse du taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière ainsi que les perspectives de croissance, qui restent favorables, laissent présager une croissance positive des investissements des entreprises. On peut toutefois s'attendre, ici aussi, à un ralentissement de cette tendance, surtout en raison de l'expiration, d'ici la fin de l'année, de la mesure d'allègement fiscal que constitue l'amortissement accéléré.

La croissance des exportations a été très vigoureuse au cours de l'année écoulée, grâce à la reprise du commerce mondial et à l'affaiblissement du dollar. Toutefois, vu la forte croissance des importations, la contribution des exportations nettes est restée négative. Ce n'est qu'au deuxième trimestre qu'a été enregistrée une nette amélioration de cette contribution. Toutefois, des indicateurs récents tendent à montrer que la croissance des exportations est en proie à un fort ralentissement.

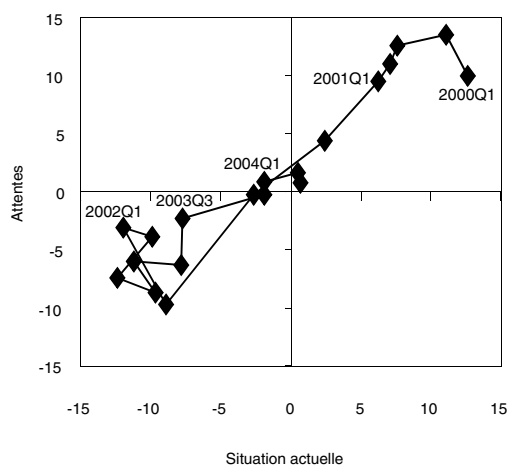
L'économie américaine semble donc s'acheminer vers un rythme de croissance plus lent que celui qu'elle a connu depuis un an et demi. Sur l'ensemble de l'année 2004, la croissance américaine s'établirait ainsi à 4,3 %, et à 3,4 % en 2005¹.

Dans la zone euro, la reprise économique s'est poursuivie au second trimestre 2004 et s'est avérée plus robuste qu'initialement anticipé (croissance trimestrielle du PIB réel de +0,5 % après +0,6 % au premier trimestre). Cette robustesse s'explique notamment par la contribution des exportations nettes et de la consommation privée. Par contre, la hausse des prix de l'énergie exerce une pression sur les prix à la consommation puisque, depuis mars 2004, l'inflation demeure supérieure à 2 %. L'impact inflationniste du renchérissement des produits énergétiques est toutefois tempéré par l'évolution modérée des salaires dans la zone euro (au premier trimestre 2004, ceux-ci n'ont progressé que de 2,2 % à un an d'intervalle, soit quasiment le même rythme qu'au cours des deux trimestres précédents) ainsi que par le redressement cyclique de la productivité, qui réduit les coûts salariaux unitaires.

Cependant, eu égard au ralentissement en cours de la croissance mondiale, l'impulsion du commerce extérieur à la croissance européenne pourrait avoir déjà atteint un point culminant durant la première moitié de l'année 2004. Dans ce contexte, le raffermissement

de la demande intérieure dans la zone euro joue un rôle crucial. Les investissements de l'ensemble de la zone euro sont influencés négativement par la faiblesse des investissements allemands, tout comme la situation du commerce de détail dans la zone euro l'est par les résultats allemands. Les dernières enquêtes de l'IFO confirment d'ailleurs que la reprise allemande est essentiellement d'origine extérieure et ne s'est pas encore propagée à l'économie domestique.

FIGURE 5 **Appréciation de la situation économique dans la zone euro**
Moyennes des résultats d'enquêtes



Bron: Commission européenne, BfP

Les conditions d'une consolidation de la croissance étaient pourtant en place durant l'été; les enquêtes laissaient présager une poursuite du redressement de la consommation privée et une reprise de l'investissement privé. Cependant, la lenteur de l'amélioration du marché de l'emploi dans la zone euro et la forte remontée des prix énergétiques tempèrent quelque peu cet optimisme. L'économie de la zone euro devrait donc connaître un rythme de reprise assez modeste. Le consensus actuel porte la croissance dans la zone euro à 1,8 % cette année et à 2 % l'année prochaine.

Le redressement de l'économie japonaise, qui a connu une forte croissance au cours du quatrième trimestre 2003 (+1,8 %), s'est poursuivi durant le premier trimestre 2004 (+1,6 %). Durant le deuxième trimestre, la croissance est toutefois retombée à 0,4 %.

La reprise a débuté en 2002 avec une croissance positive des exportations, qui a stimulé la production et dopé les bénéfices des entreprises. La hausse des bénéfices et la forte demande extérieure ont permis aux entreprises de lancer des investissements d'extension, ce qui a eu pour effet de stimuler la demande adressée à des entreprises orientées vers le marché intérieur. La consommation privée a contribué fortement à la croissance économique pendant les trois derniers trimestres, suite à une amélioration de la situation du marché de l'emploi.

(1) D'après les prévisions de consensus publiées en septembre dans The Economist.

Vu que la hausse des chiffres de la croissance s'est encore à peine reflétée dans les salaires réels et que la croissance au niveau mondial donne des signes de ralentissement - tandis que la croissance japonaise continue à reposer fortement sur ses exportations -, on peut prévoir un ralentissement du rythme de croissance trimestriel pour la seconde moitié de cette année, et sans doute également pour l'année prochaine. Les premiers signes de ralentissement sont d'ailleurs déjà perceptibles et le taux de chômage est remonté durant les mois d'été. Cependant, la croissance pour cette année devrait quand même atteindre 4,3 % et 2,2 % l'année prochaine.

Le ralentissement de la croissance en Asie du Sud-Est peut être attribué en partie aux performances de l'économie chinoise, qui semble s'acheminer vers une croissance moins débridée. En effet, les mesures de restriction du crédit prises par les autorités chinoises semblent avoir réussi à ralentir l'économie au second trimestre 2004 tout en lui évitant un atterrissage brutal. Toutefois, ces mesures pourraient ne pas être suffisantes si l'on considère que les prévisions de croissance de l'économie chinoise pour cette année tournent encore autour de 9 %.

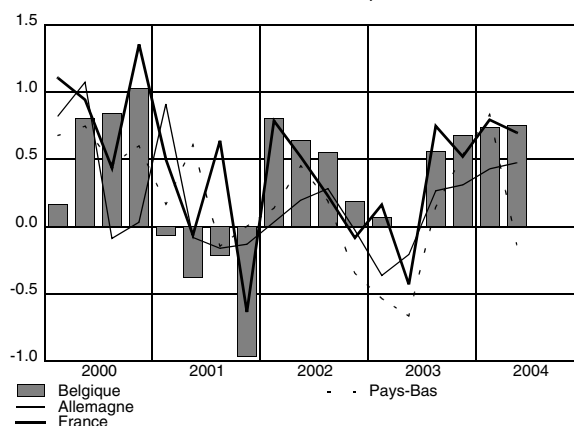
►► La conjoncture belge et de ses trois principaux partenaires commerciaux

Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2004, la croissance économique trimestrielle s'est avérée plus rapide en Belgique (respectivement +0,7 et +0,8 %) et en France (+0,8 % au cours des deux trimestres) que dans la moyenne de la zone euro. Tant en Belgique qu'en France, cette performance s'explique par la contribution largement positive des investissements en logements et des dépenses de consommation des ménages à la croissance économique.

Tirée par ses exportations, la croissance de l'économie allemande s'est accélérée au cours de la première moitié de l'année 2004 (respectivement +0,4 et +0,5 % à un trimestre d'intervalle). La vigueur des exportations allemandes a donc, jusqu'à présent, réussi à compenser l'atonie de la demande domestique. Par contre, les Pays-Bas, que l'on pensait sortir de l'ornière après les bons résultats du dernier trimestre 2003 et du premier trimestre de cette année, ont à nouveau connu un recul du PIB au second trimestre 2004. En 2003, la croissance néerlandaise a souffert de la perte de compétitivité de l'économie liée à la hausse des coûts salariaux de ces dernières années. Si les exportations néerlandaises se redressent cette année, le revenu disponible des ménages est par contre amputé par une évolution plus que

modérée des rémunérations (le pacte social prévoit une croissance contractuelle zéro des salaires en 2005) et un alourdissement de la taxation. Aux Pays-Bas comme en Allemagne, la croissance économique pâtira encore, l'année prochaine, du peu d'amélioration prévue du marché de l'emploi.

FIGURE 6 Evolution trimestrielle du PIB
Taux de croissance à un trimestre d'intervalle à prix constants (données corrigées des variations saisonnières)



Source: Sources nationales, ICN

►► Evolution sur les marchés financiers²

Taux d'intérêt

Malgré le rythme soutenu de la croissance de l'économie américaine aux troisième et quatrième trimestres 2003, la Réserve fédérale américaine a décidé, début 2004, de maintenir son taux de base à son plancher historique de 1 %. Il est vrai que la création d'emplois nouveaux restait à un niveau très faible, tandis que persistait la crainte d'une reprise non durable en l'absence d'incitants fiscaux supplémentaires. Comme la croissance au cours du premier trimestre 2004 a finalement dépassé son potentiel et

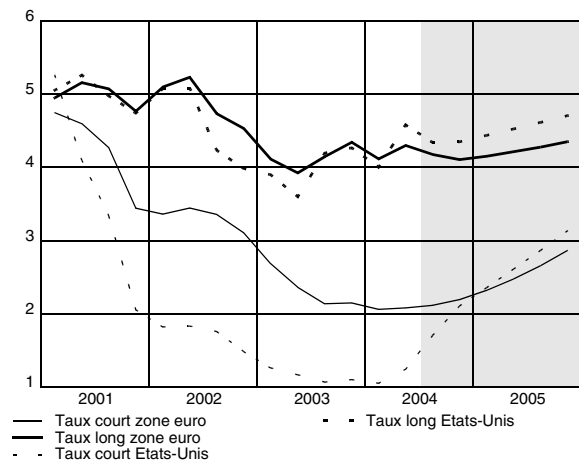
que la création d'emplois a fortement progressé, tandis que l'inflation sous-jacente subissait une forte hausse, la Fed a décidé de se diriger vers une politique de resserrement monétaire progressif. C'est ainsi qu'en juin, et puis encore en août, le taux directeur a été relevé de 25 points de base. La politique des petites hausses progressives des taux se reflète notamment dans les cotations à terme relatives aux taux d'intérêt à court terme. D'ici la fin de l'année, les marchés financiers anticipent des

(2) Ces hypothèses techniques sont basées sur les cotations à terme du début du mois de septembre 2004.

hausse supplémentaire des taux de plus d'un demi-point de pourcentage et puis d'encore un point de pourcentage d'ici la fin 2005. Les taux à trois mois passeraient ainsi en moyenne de 1,2 % en 2003 à 1,5 % en 2004, pour atteindre 2,7 % en 2005.

FIGURE 7 Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis

Moyennes trimestrielles en pourcent



Source: Datastream, BfP

La BCE maintient pour l'instant son principal taux directeur à 2 % en dépit de la croissance plus forte au cours du premier semestre et d'une inflation qui reste au-delà des 2 % depuis avril. Au printemps, l'inflation a même atteint 2,5 % sur base annuelle, mais cette hausse résultait davantage de la forte hausse des prix pétroliers et de la hausse de certains prélèvements (accises sur le tabac et l'alcool, cotisations soins de santé) que de véritables tensions inflationnistes dans l'économie. Tant que l'on n'observe

Taux de change

Au début de l'année 2004, la situation de l'économie américaine - déficit croissant de la balance extérieure courante, réduction de moitié du taux de croissance entre le troisième et le quatrième trimestre 2003 et faiblesse persistante du niveau de création d'emplois - a poussé le dollar vers de nouveaux plateaux par rapport à l'euro (1,28 dollar pour un euro). A la mi-février, les chiffres de l'emploi affichaient cependant une forte croissance. La perspective d'un relèvement des taux est alors apparue, ce qui a entraîné une appréciation du dollar. Toutefois, à partir de la mi-juin, ce mouvement s'est arrêté en raison de nouveaux doutes quant aux perspectives de croissance de l'économie américaine. Depuis lors, le taux de change entre le dollar et l'euro oscille entre 1,20 et 1,25.

pas de hausse des revendications salariales induite par une hausse de l'inflation, il ne semble pas qu'il y ait lieu de relever les taux d'intérêt à court terme. La stagnation des indicateurs avancés et le faible niveau de création d'emplois pointent également dans cette direction. Début septembre, la BCE a toutefois souligné les perspectives de croissance favorables. Les marchés financiers s'attendent pour l'instant à une première hausse des taux d'intérêt d'un quart de point de pourcentage début 2005. Pour le reste de l'année, on prévoit des hausses supplémentaires de plus d'un demi-point de pourcentage, ce qui ferait passer le taux d'intérêt moyen à court terme de 2,1 % en 2004 à 2,6 % en 2005.

Suite aux chiffres de l'emploi aux Etats-Unis, d'abord très médiocres, et dans l'hypothèse d'un report probable du resserrement monétaire, les taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis sont repassés sous la barre des 4 % en mars. Toutefois, par la suite, la création d'emplois a fortement progressé et la banque centrale américaine a donné l'impression qu'elle envisageait une première hausse des taux. La crainte d'un durcissement monétaire de grande ampleur a d'abord donné lieu à une forte hausse des taux d'intérêt à long terme, mais les propos rassurants de la Réserve fédérale et la publication de chiffres économiques moins favorables ont calmé les marchés obligataires. En Europe, les taux d'intérêt à long terme ont suivi plus ou moins les mouvements de leurs homologues américains. Si l'on tient compte du futur profil du taux d'intérêt à court terme, le taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis devrait atteindre 4,4 % à la fin 2004 et 4,7 % à la fin 2005. Dans la zone euro, le taux d'intérêt à 10 ans devrait s'établir respectivement à 4,1 % et 4,4 %.

Alors qu'en janvier de cette année, le taux de change nominal effectif de l'euro dépassait encore d'environ 10 % son niveau de l'année précédente, l'appréciation de l'euro - toujours en termes annuels - est retombée à 2,5 % en août.

Sur base des cotations à terme, on s'attend à un profil de taux de change euro/dollar très stable jusqu'à la fin 2005 (autour de 1,215). Dans cette hypothèse, le taux de change effectif pour la Belgique s'apprécierait de 0,9 % en 2004 et resterait quasiment inchangé en 2005 (+0,1 %), contre une appréciation de 3,8 % en 2003.

➤➤ Incertitudes liées à l'environnement international

La principale incertitude liée à l'environnement international concerne l'évolution des prix de l'énergie. Sous l'effet combiné de l'augmentation de la demande de pétrole brut à l'échelon mondial (surtout dans les économies à croissance rapide comme la Chine et l'Inde) et du lent développement de la capacité de production (conséquence d'un manque d'investissements dans les pays de l'OPEP), l'excédent de l'offre de pétrole est tombé à son niveau le plus bas depuis 30 ans. De ce fait, toute menace de paralysie de la production (tensions géopolitiques au Moyen-Orient, incertitudes autour du géant russe du pétrole Ioukos, grèves au Venezuela, insurrection au Nigeria, etc.) a un impact direct sur le prix du pétrole. De plus, la volatilité des prix du pétrole est encore renforcée par les transactions sur les marchés à terme.

Les cotations à terme sur les marchés financiers affichent un prix du baril de Brent en baisse continue à partir d'octobre 2004 jusqu'à un peu plus de 38 USD

en décembre 2005, soit encore largement au-dessus de la fourchette de prix actuelle de l'OPEP ou même de celle que l'OPEP pourrait vouloir officialiser (à savoir 28 à 34 USD) pour combler la perte de recettes liée à la dépréciation du dollar.

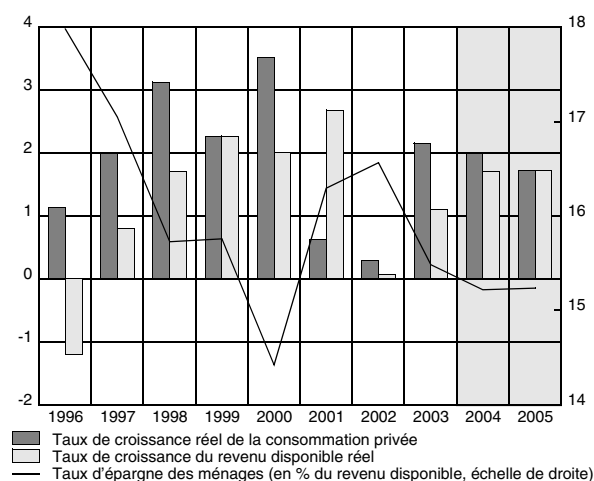
Malgré la forte remontée des prix pétroliers, les tensions inflationnistes demeurent sous contrôle et les répercussions économiques restent limitées. Par contre, si la hausse des prix de l'énergie devait se poursuivre ou s'ils devaient se maintenir à un niveau élevé, cela pourrait se traduire par des tensions significatives sur les prix, soit directement via les produits concernés, soit indirectement via une hausse des revendications salariales. Dans ce cas, tant la hausse escomptée du pouvoir d'achat des ménages européens que la reprise des investissements des entreprises seraient affectées.

2. Les composantes du PIB

►► Dépenses de consommation finale des ménages

En 2004, le pouvoir d'achat connaît une progression nettement plus forte qu'en 2003 (1,7 % contre 1,1 %). Si, d'une part, l'augmentation du revenu disponible réel est moins soutenue, cette année, par la réforme de l'impôt des personnes physiques, d'autre part, la reprise économique persistante crée de l'emploi et les revenus patrimoniaux nets cessent de reculer. Les dépenses de consommation finale restent néanmoins assez dynamiques et affichent une croissance de 2 %, si bien que le taux d'épargne poursuit son repli et passe de 15,5 % en 2003 à 15,2 % en 2004.

FIGURE 8 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, BfP

L'enquête de la BNB montre que la confiance des consommateurs est restée relativement faible en 2003, en particulier du fait des perspectives en matière de chômage. Durant les premiers mois de 2004, la confiance des consommateurs s'est restaurée et la consommation privée a été en outre stimulée par le salon de l'auto. On s'attend à ce que les consommateurs se montrent plus circonspects durant le second semestre, vu l'augmentation relativement faible du revenu disponible réel. Les prix élevés de l'énergie continuent en outre d'affecter le pouvoir d'achat⁽³⁾. Par ailleurs, le taux de chômage demeure élevé et, depuis avril dernier, la confiance des consommateurs ne progresse plus. En 2005, avec une croissance de 1,7 %, la consommation privée devrait se remettre au diapason de l'évolution du pouvoir d'achat, si bien que le taux d'épargne devrait rester stable et s'établir autour de 15,2 %.

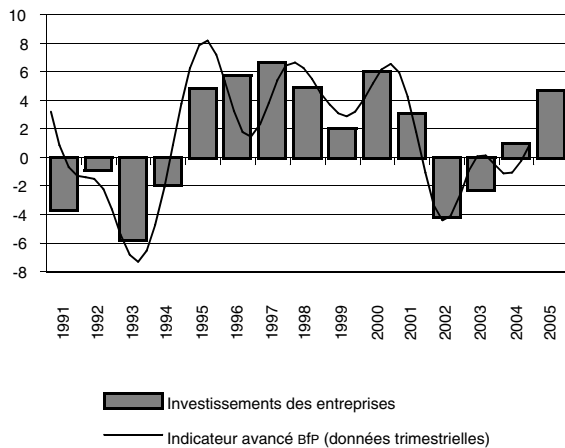
(3) L'indice santé est à la hausse en 2003, 2004 et 2005. Cet indice, qui est important pour l'indexation des salaires et des prestations sociales, augmente moins rapidement que l'indice général des prix à la consommation. Les prix élevés de l'énergie affectent bien sûr également les autres composantes (non indexées) du revenu en termes réels.

►► Investissements des entreprises

Après deux années successives de repli (-4,1 % en 2002 et -2,3 % en 2003), les investissements repartent à la hausse cette année, même si ce n'est qu'à raison de 1 % à peine sur base annuelle. Ce chiffre subit, il est vrai, une pression à la baisse exercée par la faiblesse de la croissance à un trimestre d'intervalle en 2003, si bien que le point de départ en 2004 était peu favorable. Par ailleurs, les activités d'investissement des entreprises ne reprendraient vigueur qu'à partir du second semestre 2004. De ce fait, les investissements des entreprises devraient de nouveau constituer un apport positif, bien que

modeste (+0,1 point de pourcentage), à la croissance économique, après deux ans de contribution négative. En 2005, avec un chiffre annuel élevé (4,7 %), la croissance des investissements des entreprises devrait dépasser la croissance du PIB et redevenir un moteur important de la croissance. Le taux d'investissement à prix constants remonte quelque peu pour atteindre 13,5 % du PIB en 2005, mais reste encore largement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (14,1 % pour la période 1999-2003).

FIGURE 9 Investissements des entreprises
Taux de croissance à un an d'intervalle

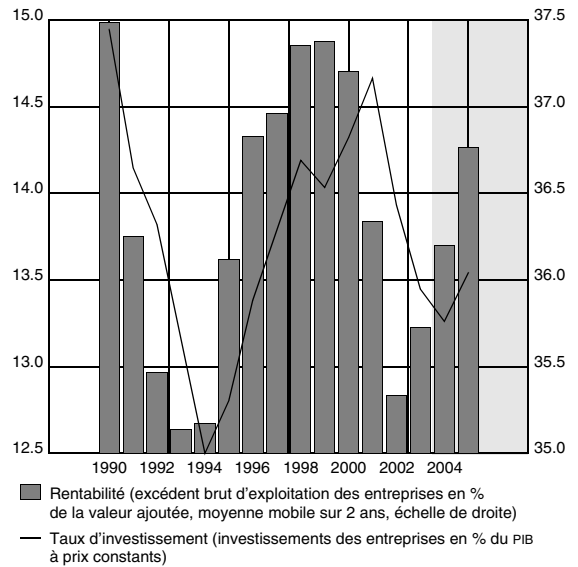


Source: ICN, BfP

Le dynamisme retrouvé des investissements des entreprises s'explique par les bonnes perspectives de demande, la hausse du taux d'utilisation des capacités et la plus forte croissance des bénéficiaires. La marge bénéficiaire par produit progresse également, d'abord grâce à l'appréciation de l'euro (jusqu'en 2004), et grâce à la hausse modérée du

coût salarial unitaire. L'excédent brut d'exploitation, qui augmente également, renforce les capacités financières propres des entreprises. Enfin, les conditions de financement externe restent attractives en raison de la faiblesse des taux d'intérêt.

FIGURE 10 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, BfP

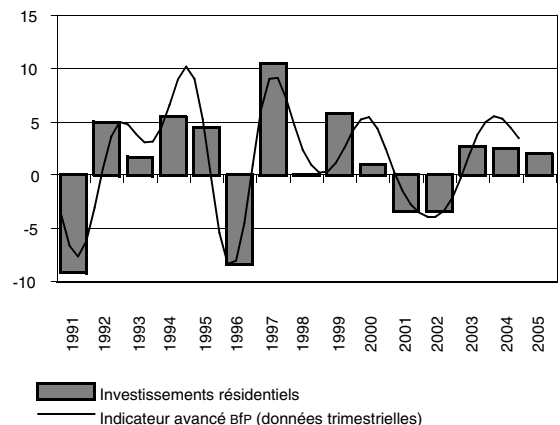
➤ Investissements en logements

Les investissements en logements ont enregistré un recul en 2001 et 2002 (de respectivement -3,4 % et -3,3 %). La reprise économique a apparemment déclenché un mouvement de rattrapage, car la construction de logements est repartie à la hausse dans le courant de l'année 2003, affichant une croissance de 2,7 %. Le bas niveau des taux hypothécaires et le renforcement du pouvoir d'achat ont sans nul doute incité un certain nombre de candidats bâtisseurs à franchir le pas. On peut également y voir une certaine méfiance à l'égard des actions, jugées moins attractives que certaines formes alternatives de placement, vu la volatilité des marchés financiers, tandis que les prix de l'immobilier continuaient à grimper sur le marché secondaire.

Ces déterminants devraient continuer à dynamiser le secteur de la construction résidentielle en 2004 et 2005, avec des taux de croissance respectifs de 2,5 % et 2 %. La construction de logements est d'ailleurs restée très dynamique au cours du premier semestre 2004. Toutefois, les enquêtes réalisées auprès des architectes afin de prévoir l'évolution du secteur de la construction résidentielle (la conception d'un projet immobilier devant d'être de trois à quatre tri-

mestres sa réalisation) montrent qu'il n'y a pas eu de nouvelle amélioration depuis le troisième trimestre 2003, ce qui est le signe d'une croissance plus modérée dans ce secteur à partir du second semestre 2004.

FIGURE 11 Investissements résidentiels
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BfP

➤➤ Dépenses publiques

En 2004 et 2005, la consommation publique devrait progresser respectivement de 1,3 % et de 1,9 % à prix constants, ce qui constitue une progression nettement plus lente que la moyenne observée au cours des cinq dernières années. La masse salariale du secteur public, qui représente plus de la moitié de la consommation publique, ne progresse respectivement que de 0,8 % et 1,1 % en 2004 et 2005, contre 1,7 % en moyenne au cours des cinq dernières années. Cette faible progression reflète le léger tassement de l'emploi public au cours des deux années concernées. De même, les prestations sociales en nature, qui constituent près d'un tiers de la consommation publique, devraient augmenter moins sensiblement (respectivement +2,5 % et +3 %, contre +4,6 % en moyenne pour la période 1999-2003).

Le profil des investissements publics est principalement lié aux travaux d'infrastructure commandés par les autorités locales, travaux qui représentent environ la moitié du total. Les investissements réalisés par les pouvoirs locaux suivent un cycle lié aux

élections communales, période durant laquelle ces investissements augmentent fortement. Ce sera encore le cas en 2005, dans la perspective des élections communales de 2006. Par ailleurs, le chiffre de la croissance des investissements publics en 2005 est flatté du fait que, contrairement à 2004, les autorités fédérales n'ont pas prévu de vente importante de bâtiments publics pour 2005⁴. Les investissements publics constituent en tout cas un stimulant considérable pour la croissance économique en 2005, avec une contribution de 0,4 point de pourcentage. Le taux d'investissement des pouvoirs publics se redresse donc progressivement, passant de 1,6 % dans les années 2003-2004 à 2 % en 2005, mais reste, historiquement parlant, nettement inférieur au niveau des années 70 et 80.

(4) Dans les comptes nationaux, la vente de bâtiments publics est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics et comme un investissement supplémentaire pour les entreprises.

➤➤ Variations de stocks

En 2002, les variations de stock ont encore contribué substantiellement à la croissance économique: +0,6 %, pour une croissance d'à peine 0,9 %. En 2003, par contre, le cycle des stocks sur base annuelle n'a pratiquement eu aucun effet (+0,1 point de pourcentage). En 2004, cet élément devrait reprendre de l'importance, étant donné que le nombre d'entrepreneurs qui jugent le niveau de leurs stocks insuffisant a augmenté au cours du second semestre 2003. Anticipant la reprise économique, un net mouvement de reconstitution des stocks s'est

effectivement dessiné au cours du premier semestre de cette année. Depuis lors, le nombre d'entrepreneurs estimant le niveau de leur stock insuffisant est demeuré plus ou moins inchangé, ce qui laisse penser que le mouvement devrait connaître un ralentissement au second semestre. Sur l'ensemble de l'année 2004, la reconstitution des stocks donnerait globalement à l'économie une impulsion de 0,3 points de pourcentage. En 2005, l'impact des variations de stocks sur la croissance économique devrait être neutre.

➤➤ Exportations et importations

Pour pouvoir évaluer les perspectives futures des exportations belges, deux facteurs doivent être pris en compte: les fluctuations des taux de change et l'évolution des marchés extérieurs.

L'année 2003 a vu une appréciation considérable du taux de change effectif pour la Belgique (+3,8 %). Cette appréciation a nuit à la compétitivité des entreprises belges à l'exportation. Pour l'ensemble de l'année 2004, on table sur une appréciation du taux de change effectif pour la Belgique de 0,8 %; cependant, l'appréciation s'est produite principalement au cours du premier semestre, si bien que l'effet négatif sur la compétitivité belge diminuera d'ici la fin de l'année. En 2005, le taux de change effectif se stabiliserait.

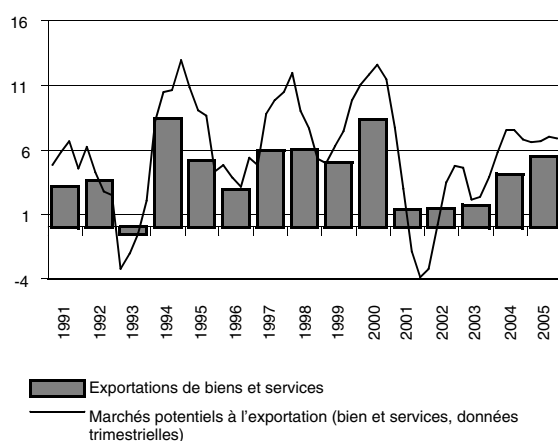
Les marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devraient connaître cette année une croissance de 6,9 % (contre 3,3 % en 2003). La croissance est prin-

cipalement concentrée sur le premier semestre, et l'on s'attend à un certain tassement au second semestre⁵. En 2005, la croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait s'établir à 6,8 %. Ce chiffre est à peine inférieur à celui de l'année précédente, ce qui s'explique par le fait que les exportations belges dépendent principalement de la demande au sein de la zone euro. Selon les dernières prévisions du consensus⁶, la croissance dans la zone euro devrait atteindre 2 % en 2005, contre 1,8 % en 2004, principalement sous l'effet de l'amélioration des perspectives de croissance en Allemagne.

(5) Cf. chapitre 1

(6) D'après les prévisions de consensus publiées en septembre dans *The Economist*.

FIGURE 12 Exportations de biens et services
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BfP

En 2004, la croissance des exportations devrait connaître une accélération très sensible de l'ordre de 4,2 %, devenant ainsi le moteur de la croissance économique en Belgique. Les exportations nettes contribueraient ainsi positivement à la croissance à raison de 0,4 point de pourcentage (après une contribution négative de -0,4 point en 2003). En 2005, la croissance des exportations et des importations

devrait augmenter environ au même rythme (respectivement 5,5 % et 5,6 %). L'accélération persistante des exportations est rendue possible par la stabilisation du taux de change, qui permet d'éviter de nouvelles pertes de compétitivité. Si l'on y ajoute une forte progression de la demande intérieure, on obtient une croissance considérable des besoins en termes d'importation, si bien que l'on prévoit pour l'année prochaine un effet neutre des exportations nettes sur la croissance économique.

En 2004, sous l'effet de l'appréciation de l'euro, les prix internationaux hors énergie - exprimés en euros - sont en recul pour la troisième année consécutive. En 2005, vu la stabilisation du taux de change, ces prix devraient toutefois augmenter légèrement. Les prix globaux à l'importation augmenteraient pour leur part de 1,9 % en 2004 et de 1,5 % en 2005 suite au renchérissement des produits énergétiques. Les exportateurs belges augmenteraient ainsi leurs prix de respectivement 1,7 % et 1,4 %, avec, pour conséquence, une dégradation modérée des termes de l'échange. Le solde des opérations courantes avec le reste du monde devrait quant à lui se maintenir en 2004 et 2005 plus ou moins au même niveau qu'en 2003, soit 3,8 % du PIB.

►► Revenu national brut réel

La croissance du revenu national brut (RNB) réel est, avec l'évolution de l'indice national des prix à la consommation, ce qui détermine les recettes fiscales à attribuer aux communautés et aux régions. Le RNB réel est un concept national (revenus des résidents), tandis que le PIB à prix constants concerne la valeur ajoutée produite à l'intérieur des frontières. L'écart entre ces deux paramètres est fonction de l'évolution des revenus primaires nets issus de l'étranger et de l'évolution des termes de l'échange⁷.

En 2004 et 2005, le RNB réel devrait continuer à croître dans une moindre mesure que le PIB à prix constants, et ce, en raison de l'évolution négative des termes de l'échange. La hausse continue des prix du pétrole brut n'est pas compensée (totalement) par l'évolution des taux de change. Cette année, l'euro s'apprécierait en effet de plus de 8 % par rapport au dollar, tandis que le prix du pétrole exprimé en dollars devrait augmenter de près de 30 %. Pour 2005, on s'attend à une légère dépréciation de l'euro, tandis que les prix du pétrole en dollars devraient continuer à grimper de plus de 4 %. Sur l'ensemble des deux années, la progression du RNB réel atteindrait 4,7 % contre 5 % pour le PIB à prix constants.

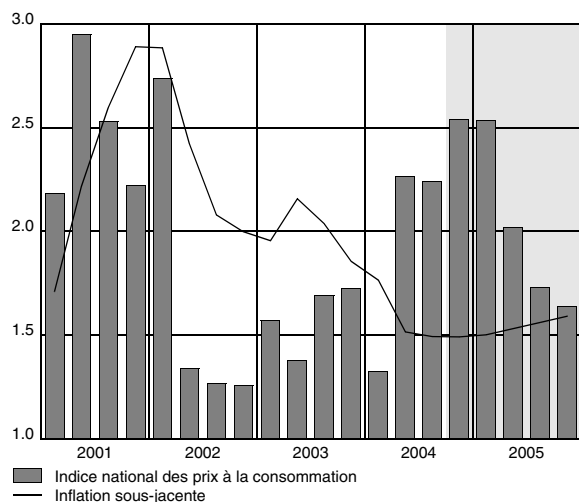
(7) Pour une description détaillée du concept de revenu national brut, voir: ICN, Budget économique 2001, février 2001.

3. Evolution des prix et des salaires

►► Evolution des prix intérieurs

L'inflation, mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation (INPC), a atteint 1,1 % en mars 2004. Ce faible taux d'inflation s'explique surtout par la diminution de la croissance à un an d'intervalle des prix du pétrole, par rapport à la flambée dont ils avaient fait l'objet l'année précédente lors du déclenchement des hostilités en Irak. Parallèlement à cela, les prix sont également soumis à une pression à la baisse du fait de l'inflation sous-jacente⁸ qui, mis à part une stabilisation au cours du premier semestre 2003, suit une courbe descendante depuis début 2002. Depuis avril, l'inflation est déterminée par l'évolution des prix des carburants et de l'énergie, lesquels dépendent à leur tour de l'évolution du prix du pétrole brut. Depuis quelques mois, le très faible niveau de l'excédent de l'offre pousse le prix du baril de Brent vers des sommets. De 31 dollars au début de l'année, il est passé à près de 43 dollars en août. De ce fait, depuis mai 2004, l'inflation a largement dépassé les 2 %.

FIGURE 13 Evolution trimestrielle de l'inflation
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: SPF Economie, BfP

(8) L'inflation sous-jacente reflète la tendance fondamentale des prix. Pour ce faire, l'inflation est apurée de l'impact des changements de prix d'origine administrative et de l'évolution des prix des composantes traditionnellement très volatiles. L'inflation sous-jacente exclut donc les éléments suivants: modifications de la TVA, accises et autres impôts indirects, taxe de circulation, redevance radio-télé, de même que les prix de l'eau, des produits énergétiques, des alcools, de la viande et des fruits et légumes frais.

Malgré un bref repli en septembre, la progression à un an d'intervalle de l'INPC au cours des derniers mois de l'année devrait rester au-delà de 2,5 %. Sur base annuelle, l'inflation atteindrait ainsi 2,1 % en 2004, contre 1,6 % en 2003. La décomposition de l'indice (cf. figure 14) montre clairement que les prix de l'énergie sont les principaux responsables de cette hausse de l'inflation. Les cotations sur les marchés à terme laissent penser que le prix du pétrole brut ne redescendra que lentement. Selon cette courbe de projection, on aurait pour cette année une hausse moyenne de 30 % (37,4 USD le baril en 2004 contre 28,8 USD en 2003). Contrairement à l'année passée, où la hausse du prix du pétrole avait été entièrement compensée par l'appréciation de l'euro, la compensation ne devrait être que partielle en 2004 (exprimée en euros, la hausse se chiffre à 20 %).

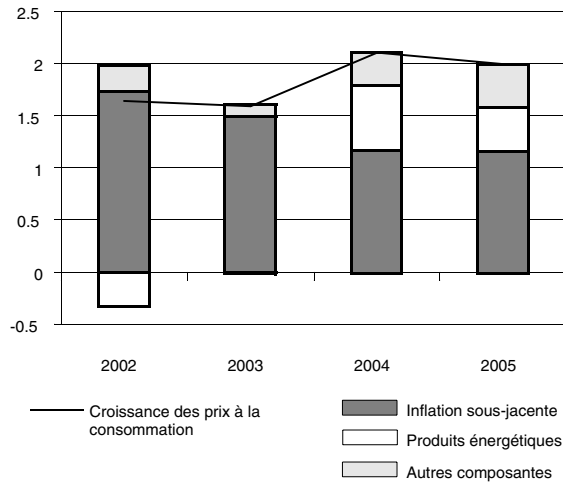
Indépendamment de l'effet des prix du brut, les prix des carburants sont également poussés vers le haut par l'augmentation des accises. Durant la période 2004-2008, c'est le système cliquet qui est d'application, c'est-à-dire que chaque baisse du prix de l'essence et du gasoil routier à la pompe est compensée à hauteur de 50 % par une augmentation des accises, avec un maximum annuel de 2,8 eurocentimes par litre⁹.

La contribution plus élevée des "autres composantes" à l'indice global peut être presque totalement imputée à l'extinction de l'effet à la baisse de la suppression/diminution de la redevance radio-télé. Alors qu'en 2002 et 2003, ces mesures influaient encore sur l'inflation INPC à raison de -0,3 point de pourcentage par an, cet effet à la baisse n'atteint plus que -0,05 point de pourcentage en 2004.

La seule composante qui pèse de façon substantielle sur l'inflation INPC en 2004 est l'inflation sous-jacente. Après une poursuite du fléchissement durant les huit premiers mois de 2004, l'inflation sous-jacente se stabiliserait depuis septembre autour de 1,5 %. L'augmentation annuelle moyenne de l'inflation sous-jacente s'établirait ainsi à 1,6 % en 2004, contre 2,0 % en 2003.

(9) Ce plafond a déjà été atteint en juin. Pour 2005, on s'attend à ce que les accises augmentent selon le même schéma qu'en 2004.

FIGURE 14 Décomposition de l'indice des prix à la consommation
Contribution (en %) à la croissance des prix à la consommation



Source: SPF Economie, BFP

En 2005, l'inflation devrait retomber à 2 %. Si l'on prévoit une remontée de l'inflation sous-jacente à mesure que la hausse des prix pétroliers se répercute sur l'évolution des prix des autres biens, le bas niveau du point de départ au début de l'année 2005 devrait faire passer cette hausse de manière relative

vement inaperçue, si bien que l'indice annuel resterait pratiquement inchangé par rapport à 2004. La légère baisse de l'inflation s'explique exclusivement par la contribution plus faible des produits énergétiques, qui est partiellement compensée par la contribution un peu plus élevée des "autres composantes". Malgré une diminution du prix du baril de Brent, qui atteindrait 37,3 USD en décembre 2005, la hausse sur l'ensemble de l'année devrait se situer juste sous la barre des 5 %, tant en dollars qu'en euros. De ce fait, la contribution des carburants devrait sensiblement diminuer par rapport à 2004, mais vu que les prix du gaz réagissent avec retard à l'évolution des prix du pétrole brut, la contribution globale des produits énergétiques reste considérable. Par ailleurs, la disparition totale de l'effet de la réduction/suppression de la redevance radio-télé et la contribution légèrement plus élevée des prix des fruits et légumes (très bas en 2004 en raison du beau temps) devraient également exercer une pression à la hausse sur l'INPC en 2005.

L'indice santé devrait progresser de 1,6 % en 2004 et de 1,7 % en 2005. La progression plus marquée de l'INPC peut être presque entièrement imputée à la hausse des prix des carburants, ceux-ci n'étant pas pris en compte dans le calcul de l'indice santé.

►► Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales

Suite au dépassement de l'indice pivot en septembre 2004, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seront adaptés au coût de la vie via une augmentation de 2 % appliquée respectivement en octobre et en novembre 2004¹⁰. Selon les prévisions mensuelles de l'indice santé, l'indice pivot (actuellement 116,15) ne devrait pas être dépassé en 2005.

(10) La loi programme du 2 janvier 2001 (MB 13.01.2001, art. 24-26) modifie les lois d'août 1971 et de mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. A partir de début 2001, les allocations sociales sont indexées un mois après que l'indice santé lissé (moyenne pondérée sur 4 mois) a atteint l'indice pivot. Les modalités d'indexation des salaires de la fonction publique restent inchangées. Ces derniers sont donc adaptés au coût de la vie deux mois après le dépassement de l'indice pivot.

►► Evolution salariale dans le secteur privé

Evolution du coût salarial

Depuis 1997, la formation des salaires en Belgique est organisée dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette loi a pour objectif d'harmoniser l'évolution des salaires en Belgique en fonction de la moyenne de nos trois

pays voisins. En application de cette loi, les partenaires sociaux ont signé à la fin 2002 un accord interprofessionnel prévoyant une norme indicative de 5,4 % (années 2003 et 2004 confondues) pour les négociations salariales au niveau sectoriel et de l'entreprise.

TABLEAU 1 Formation du coût salarial dans le secteur privé

	2004	2005
Coût salarial horaire nominal	2.7	2.6
<i>Augmentation imputable aux éléments suivants:</i>		
Indexation automatique	1.6	1.8
Cotisations patronales totales ^a	-0.3	-0.1
Hausse salariale horaire brute avant indexation ^b	1.4	0.9

a. Cotisations patronales légales, extra-légales et fictives.

b. Hausses salariales conventionnelles réelles plus dérive salariale.

Cette année, les salaires bruts réels dans le secteur marchand devraient progresser de 1,4 %. Selon les chiffres relatifs au premier semestre 2004, les hausses salariales conventionnelles réelles devraient atteindre 0,9 %. Cette année, la dérive salariale consécutive à la rotation des postes et à l'évolution de la structure de l'emploi devrait s'établir autour de 0,5 %. Compte tenu d'une indexation automatique des salaires de 1,6 %, cela impliquerait une augmentation de 3 % des salaires horaires nominaux bruts. Le taux implicite de cotisations patronales au sens large¹¹ devrait continuer à baisser (de 0,3 point de pourcentage) pour s'établir à 33,6 %. De ce fait, la croissance des coûts salariaux nominaux horaires (2,7 %) devrait être inférieure à celle des salaires horaires nominaux bruts.

Avec une hausse des coûts salariaux nominaux horaires atteignant 2,7 % tant en 2004 qu'en 2003, la norme salariale sera totalement épuisée. Ceci s'explique principalement par l'évolution des salaires horaires réels bruts (hausse cumulée de 3,2 % pour la période 2003-2004). L'indexation automatique des salaires (2,9 % pour les deux années) devrait être inférieure de 0,1 point de pourcentage à ce qui avait été prévu lors de la rédaction de l'accord interprofessionnel, tandis que la diminution des cotisations patronales fait en sorte que les coûts salariaux nominaux augmentent nettement moins rapidement que les salaires bruts nominaux.

Les négociations salariales 2005-2006 ne démarrent qu'à l'automne 2004 et l'issue de cette concertation est actuellement difficile à prévoir. Les présen-

(11) A savoir les cotisations patronales payées à la sécurité sociale et aux autorités fédérales, les cotisations fictives et les cotisations extra-légales (payées au secteur des assurances), exprimées en pourcentage de la masse salariale brute.

tes projections prennent comme hypothèse de travail une évolution des salaires belges qui reste alignée, l'an prochain, sur l'évolution moyenne (pondérée) de nos trois pays voisins. Sur base des prévisions les plus récentes de l'OCDE¹², la hausse moyenne (pondérée) des salaires dans ces trois pays devrait s'élever à 1,9 % en 2005. L'hypothèse de croissance pour les coûts salariaux nominaux horaires en Belgique a été rehaussée à 2,6 %, compte tenu des considérations suivantes: (1) une partie de la récente poussée inflationniste sera récupérée par la hausse des salaires nominaux; (2) le gel des salaires nominaux aux Pays-Bas (qui est pris en compte dans les prévisions de printemps de l'OCDE) sera assoupli par l'échec de la concertation de printemps sur la carrière et les prépensions; (3) l'augmentation des cotisations patronales pour les pensions extra-légales est censée tomber en dehors de la norme salariale.

Le taux implicite (en pourcentage de la masse salariale brute) des cotisations patronales extra-légales et fictives devrait augmenter en 2005, mais cette augmentation sera plus que compensée par une nouvelle réduction des cotisations patronales à la sécurité sociale (cf. infra). Le taux implicite de cotisations patronales au sens large devrait continuer à baisser pour atteindre 33,4 %, ce qui signifie que la croissance des salaires horaires nominaux bruts dépasserait de 0,1 point de pourcentage celle des coûts salariaux. Avec une indexation salariale automatique de 1,8 % prévue pour l'an prochain, la hausse des salaires horaires réels bruts devrait atteindre 0,9 %, ce qui se situe en dessous de la moyenne pour la période 1997-2003.

(12) OECD Economic Outlook 75, June 2004.

Réductions de cotisations patronales et subventions salariales

Le tableau ci-dessous reprend les montants ex ante des réductions de charges salariales octroyées aux entreprises. L'augmentation de 809 millions d'euros du montant global, qui atteint 4 449 millions d'euros en 2004, est attribuable aussi bien aux réductions de cotisations patronales (+562 millions d'euros), essentiellement structurelles, qu'aux sub-

ventions salariales (+248 millions d'euros). La hausse des subventions salariales s'explique tant par les programmes existants (Maribel social, allocations de l'ONEM au Plan Activa) que par de nouvelles réductions des charges (titres-services, travail de nuit et travail par équipes). En 2005, les cotisations feront l'objet de nouvelles réductions à hau-

teur de 390 millions d'euros (surtout via la partie "hauts salaires" de la réduction structurelle), tandis que les subventions salariales seront augmentées de 275 millions d'euros (surtout via les mesures "titres-

services" et "travail de nuit et en équipes"), ce qui portera le montant global des réductions de charges en 2005 à 5113 millions d'euros.

TABLEAU 2 Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand 1995-2005
(en millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Réductions des cotisations patronales	1035	1306	1185	1521	1495	2564	2934	2961	3005	3567	3957
Subventions salariales	0	0	13	86	210	367	511	542	634	882	1156
Total employeurs	1035	1306	1198	1607	1705	2930	3446	3503	3639	4449	5113

Evolution de la part salariale

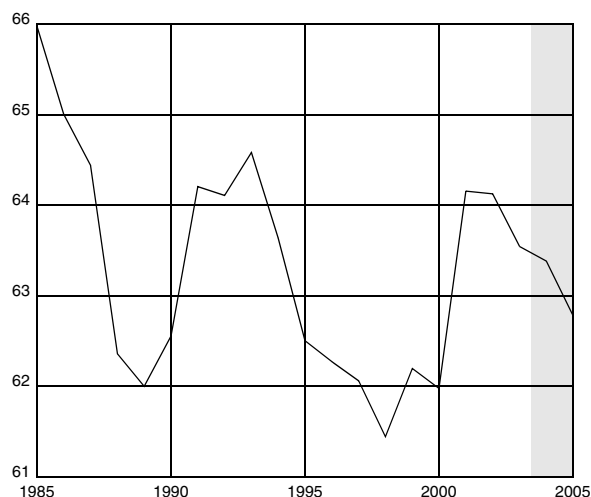
La baisse de la part salariale¹³ durant la période 1994-1998 s'est inversée au cours des quatre années suivantes. Son redressement sensible, qui a atteint 64,2 % en 2001 - et, comme corollaire, la diminution de l'excédent brut d'exploitation - peut être imputée à deux facteurs. Premièrement, les salaires avant indexation ont augmenté plus rapidement que la productivité (qui a même baissé). Et deuxièmement, l'indexation des salaires dans le secteur privé a été nettement supérieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée.

En 2002, ces différents déterminants se sont compensés les uns les autres, si bien que la part salariale s'est stabilisée. D'une part, les salaires avant indexation ont augmenté dans une moindre mesure que la productivité (1,8 % contre 2,7 %), mais d'autre part, l'indexation des salaires a continué à être supérieure à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée (2,3 % contre 1,4 %).

A partir de 2003 apparaît un nouveau revirement, qui devrait se poursuivre en 2004 et 2005. Durant ces trois années, la part salariale diminue sous l'effet

d'un gain de productivité assez net par rapport à l'évolution du coût salarial réel. De ce fait, la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée devrait retomber à 62,8 % en 2005.

FIGURE 15 Evolution de la part salariale
En pourcentage de la valeur ajoutée, secteur des entreprises



Source: ICN, BfP

(13) Calculée ici comme la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée du secteur institutionnel des entreprises.

4. Marché du travail

La croissance annuelle de la valeur ajoutée a connu une accélération très sensible au cours du second semestre 2003 et du premier semestre 2004. Comme de coutume, la reprise de l'activité économique est d'abord allée de pair avec une hausse des gains de productivité, ce qui en a limité les effets sur la croissance de l'emploi. Cependant, et pour la première fois depuis fin 2001, la croissance annuelle de l'emploi est repartie à la hausse durant le quatrième trimestre 2003. A un trimestre d'intervalle (sur base de données désaisonnalisées), l'emploi a même renoué avec la croissance dès le premier trimestre 2003.

Au cours du second semestre 2004 et du premier semestre 2005, la croissance annuelle de la valeur ajoutée devrait progressivement s'effriter et passer de 3,7 % à 2,2 %, pour remonter ensuite et atteindre 2,8 % à la fin de l'année. Par rapport à une croissance de la productivité qui, à mesure que la reprise se poursuit, retombe en moyenne à 1,5 % après avoir tourné autour de 3 % début 2004, la croissance annuelle de l'emploi progresse petit à petit pour atteindre 1,1 % à la fin 2005.

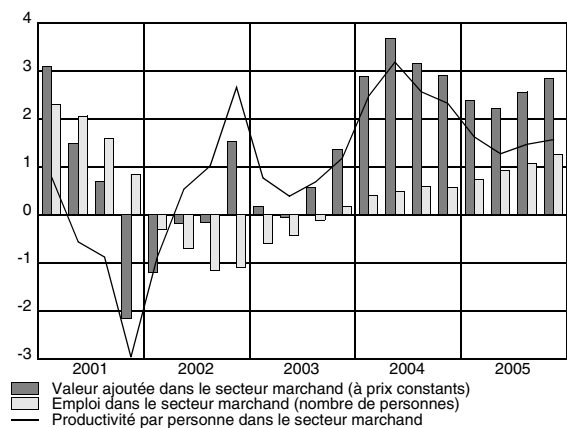
Exprimée en moyenne annuelle, la croissance de la productivité par tête dans le secteur marchand passe de 1,3 % en 2003 à 1,8 % en 2004. La durée moyenne du travail, qui diminuait encore en 2003 (-0,2 %), devrait rester pratiquement inchangée en 2004, si bien que l'écart de croissance de la productivité horaire (hausse de 1,5 % en 2003 et de 1,8 % en 2004) est moins prononcé. En 2004, la reprise conjoncturelle devrait générer un effet légèrement positif sur le nombre d'heures prestées par travailleur à temps plein, ce qui devrait être suffisant pour contrebalancer la diminution de la durée moyenne du travail causée par le succès croissant du travail à temps partiel. Par contre, en 2003, l'effet de cette tendance à la hausse du temps partiel s'est trouvé encore renforcé, vu que dans un certain nombre de secteurs, la durée légale du travail à temps plein a été ramenée à 38 heures par semaine maximum.

La progression du travail à temps partiel est notamment favorisée par une forte augmentation du nombre d'interruptions de carrière à temps partiel subsidiées: +27 200 personnes en 2003, +19 200 personnes en 2004 et encore 9 800 personnes supplémentaires en 2005, ce qui porterait l'augmentation cumulée globale, depuis l'introduction du crédit-temps en 2002, à grosso modo 75 000 personnes. La proportion de travailleurs en interruption de carrière à temps partiel atteindrait ainsi en 2005 4,5 % de l'emploi salarié total (secteur public inclus).

En 2005, le nombre d'heures prestées par travailleur à temps plein devrait rester au même niveau, si bien que la légère baisse de la durée moyenne du travail

durant cette année (-0,1 %) peut être mise intégralement sur le compte de la progression du taux de pénétration du travail à temps partiel. Cette baisse de la durée moyenne du travail fait en sorte qu'en 2005, par rapport à l'année en cours, la croissance de la productivité par tête dans le secteur marchand (1,6 % contre 1,8 % en 2004) connaît un tassement légèrement plus prononcé que celui que connaît la croissance de la productivité horaire (1,7 % contre 1,8 % en 2004).

FIGURE 16 Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BfP

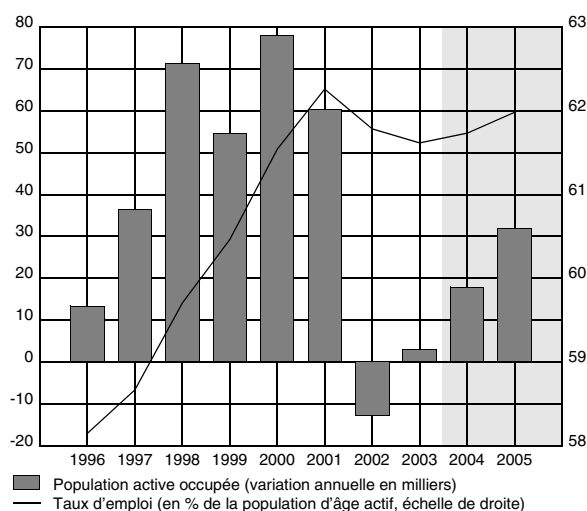
Durant la période 2003-2004, les salaires horaires bruts réels ont augmenté davantage qu'initialement prévu (cf. chapitre "Evolution des prix et salaires"). Ceci dit, d'un point de vue historique, la hausse des coûts salariaux horaires réels reste modérée (respectivement 1,2 % en 2004 et 0,8 % en 2005¹⁴), ce qui contribue à brider la croissance de la productivité. L'évolution de la productivité est également quelque peu tempérée par l'extension du nombre de personnes pouvant faire appel à un subside de l'ONEM dans le cadre du programme généralisé d'activation (augmentation de 8 700 personnes en 2004 et de 5 200 personnes en 2005). L'extension du "programme titres-services" permet également de créer des emplois pour les personnes peu qualifiées dans le secteur marchand. Le nombre de nouveaux emplois ainsi créés est estimé à 5 200 en 2004 et à 8 900 emplois supplémentaires en 2005. Une bonne partie de cette création d'emplois consiste toutefois en la transformation de travail en noir (effectué dans la sphère domestique) en travail déclaré (effectué dans le secteur des entreprises), si bien que l'impact net de cette mesure sur l'emploi pris dans sa globalité reste limité.

(14) Coûts salariaux horaires déflatés par le déflateur de la valeur ajoutée.

Les statistiques officielles sur l'emploi en 2003 se sont particulièrement fait attendre cette année. Ce retard inhabituel s'explique par la réforme du processus de collecte des données relatives à l'emploi fournies par les organismes de sécurité sociale. Maintenant que l'on dispose enfin de chiffres officiels pour 2003, on s'aperçoit que la période prolongée de ralentissement de la croissance a eu un effet moins négatif que prévu sur l'évolution de l'emploi durant cette année. Selon ces chiffres, la population active occupée s'est même légèrement accrue en 2003 (+3 100 personnes), sous l'impulsion, il est vrai, d'une forte augmentation du nombre d'emplois dans le secteur public (+9 900 personnes). Cette progression de l'emploi public concerne tant l'enseignement que l'administration proprement dite.

En outre, dans les estimations officielles, l'évolution trimestrielle de l'emploi au cours de l'année 2003 a suivi un profil ascendant, ce qui n'était pas prévu initialement. Ceci influence favorablement la moyenne annuelle de l'emploi en 2004. L'accroissement de la population occupée devrait dès lors atteindre 17 900 personnes en 2004 (une croissance de 0,4 %) et ensuite pratiquement doubler en 2005 (+31 900 personnes, soit une croissance de 0,8 %). Dans le même temps, la population en âge de travailler continue à augmenter sensiblement en 2004 (+16 200 personnes) et en 2005 (+24 000 personnes), si bien que le taux d'emploi ne progresse que modestement durant ces deux années (de 61,6 % à 61,7 % en 2004 et 62,0 % en 2005), ce qui reste inférieur au niveau atteint en 2001 (62,3 %).

FIGURE 17 Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles



Source: SPF Emploi, Bfp

Vu que l'évolution du chômage a déjà été observée jusqu'au deuxième trimestre 2004 inclus, la révision à la hausse des estimations en matière d'emploi

pour 2003 et son effet positif sur l'emploi en 2004 se traduisent par une augmentation plus importante que prévue de la population active pour la période 2003-2004. La population active¹⁵ a augmenté de 43 800 personnes en 2003 (+0,9 %), alors que les prévisions antérieures se limitaient à +0,5 %, et cet accroissement devrait se poursuivre en 2004 et en 2005, avec respectivement 42 300 (+0,9 %) et 31 700 (+0,6 %) personnes supplémentaires.

Cette augmentation plus nette que prévue de l'offre de travail se produit en dépit du fait que le repli conjoncturel que nous avons connu précédemment a clairement débouché sur une rupture nette dans l'évolution du nombre de travailleurs de la tranche d'âge supérieure qui quittent le marché du travail via la prépension. En effet, si le nombre de préretraités a encore baissé en 2002 (-3 500 personnes), cette tendance s'est inversée en 2003 (+1 400 personnes) et 2004 (+2 400 personnes) et ne devrait pas encore retrouver son orientation à la baisse en 2005 (+600 personnes).

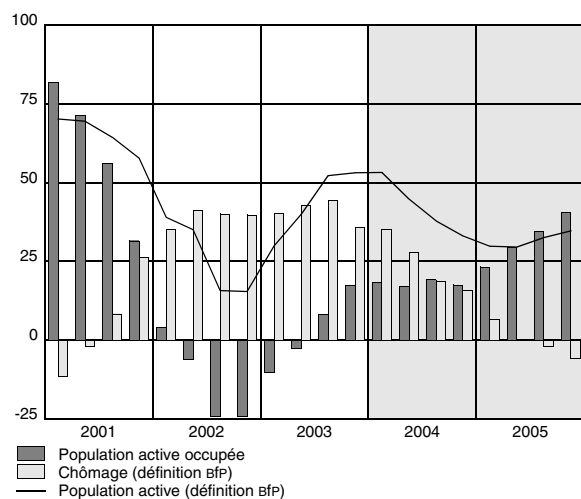
Par ailleurs, on sait que la démographie ne contribue pratiquement plus à l'évolution de l'offre de travail. La population en âge de travailler continue à croître, mais dans le même temps, le poids relatif des classes d'âge supérieures, dont le taux d'activité se situe à un niveau inférieur, augmente. Depuis assez longtemps déjà, la principale cause sous-jacente de l'augmentation continue de l'offre de travail réside dans une tendance structurelle, à savoir la participation croissante des femmes au marché de l'emploi. Toutefois, à défaut d'informations sur la répartition des nouveaux chiffres de l'emploi par classe d'âge et par sexe, il est provisoirement impossible de savoir dans quels segments de la population d'âge actif les taux d'activité ont augmenté plus fortement ou baissé moins sensiblement que prévu.

La croissance plus forte que prévue de l'offre de travail est l'élément qui permet de concilier le scénario d'une croissance trimestrielle progressive de l'emploi en 2004 (scénario qui a encore gagné en crédibilité depuis la revue à la hausse des chiffres de l'emploi pour l'année écoulée) avec le constat selon lequel la croissance du chômage¹⁶ au cours des deux premiers trimestres 2004 (hausse désaisonnalisée de 1,2 % pour le premier trimestre et de 0,7 % pour le second) reste substantielle et ne se tasse que lentement.

(15) Au sens large, y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi (chômeurs âgés).

(16) Au sens large (définition BFP): les demandeurs d'emploi enregistrés auprès des offices régionaux de l'emploi et les chômeurs âgés.

FIGURE 18 Evolution de la population active occupée, du chômage et de la population active
Variation à un an d'intervalle en milliers



Source: ICN, ONEM, BfP

Sur base annuelle, le chômage devrait continuer à croître sur l'ensemble de l'année en cours. En moyennes annuelles, 2004 devrait voir un accroissement de 24 400 chômeurs, qui vient s'ajouter à celui, déjà sensible, de 40 800 personnes en 2003. A partir du deuxième trimestre 2005, la croissance à un an d'intervalle de l'emploi devrait être suffisante pour compenser l'augmentation de la population active

et, à partir du troisième trimestre, le chômage à un an d'intervalle devrait commencer à baisser effectivement, si bien que sur l'ensemble de l'année 2005, le chômage (en moyenne annuelle) devrait finalement rester plus ou moins stable. Le taux de chômage (définition BFP) continue de croître, passant de 14,0 % en 2003 à 14,4 % en 2004, et devrait ensuite reculer légèrement en s'établissant à 14,3 % en 2005. Le taux de chômage utilisé par Eurostat (source: enquête sur les forces de travail; en moyennes annuelles) passerait quant à lui de 8,1 % en 2003 à 8,6 % en 2004, pour revenir à 8,5 % en 2005.

Au niveau du chômage au sens large (définition BFP), on continue à ressentir les effets de la mesure relevant graduellement l'âge d'accès au statut de chômeur complet indemnisé non demandeur d'emploi ("chômeur âgé"): de 50 à 56 ans depuis la mi-2002, à 57 ans depuis la mi-2003 et à 58 ans depuis la mi-2004. Le nombre de personnes quittant prématurément le marché du travail via ce statut a doublé entre 1995 et 2002 (de 70 000 à 152 000 personnes) mais, sous l'impulsion de la nouvelle mesure, ce nombre a diminué en 2003 (de 5 900 personnes) et devrait continuer à baisser en 2004 (-9 300 personnes) et en 2005 (-9 000 personnes). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a sensiblement progressé en 2003 (+13 300 personnes) et devrait continuer à croître en 2004 (+19 100 personnes) et en 2005 (+18 000 personnes).

➤➤ Annexe

Tableau A.	Environnement international et indicateurs financiers
Tableau B.1.	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Tableau B.2.	PIB et principales catégories de dépenses à prix constants
Tableau B.3.	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Tableau B.4.	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants
Tableau B.5.	Situation sur le marché de l'emploi
Tableau B.5.bis	Situation sur le marché de l'emploi - détail
Tableau B.6.	Compte des particuliers
Tableau B.7.	Revenu disponible réel des particuliers
Tableau B.8.	Compte des entreprises
Tableau B.9.	Opérations avec le reste du Monde

Tableau A. Environnement international et indicateurs financiers*Taux de croissance, sauf indications contraires*

	2002	2003	2004	2005
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	1.3	3.3	6.9	6.8
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	1.0	3.8	0.8	0.0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	94.3	113.0	122.2	121.5
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en euro) (3)	-2.0	-4.5	-1.9	1.6
Énergie (Brent: USD par baril)	25.0	28.8	37.4	39.0
Taux d'intérêt zone euro (niveau)				
Court terme (EURIBOR à 3 mois) (2)	3.3	2.3	2.1	2.6
Long terme (10 ans) (4) (2)	4.9	4.1	4.2	4.2
Taux d'intérêt belges (niveau)				
Court terme (tarif interbancaire, 3 mois)	3.3	2.3	2.1	2.6
Long terme (OLO, 10 ans)	5.0	4.1	4.2	4.3

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants*En mld d'euros*

	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	141.17	146.78	152.51	158.10
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	58.24	61.34	63.58	66.40
a. Achats nets de biens et services	5.21	5.29	5.44	5.80
b. Salaires, traitements et pensions	31.39	32.66	33.63	34.81
c. Prestations sociales en nature	17.40	18.96	20.00	21.22
Formation brute de capital fixe	50.92	50.96	52.58	56.68
a. Investissements des entreprises (1)	34.09	33.63	34.40	36.71
b. Investissements des pouvoirs publics	4.24	4.26	4.59	5.81
c. Investissements en logements	12.58	13.07	13.59	14.16
Variation de stocks	-0.81	0.27	0.93	0.87
Dépenses nationales totales	249.52	259.35	269.60	282.05
Exportations de biens et services	218.52	219.70	230.99	246.53
Importations de biens et services	206.92	209.50	220.02	235.54
Produit Intérieur Brut	261.12	269.55	280.57	293.04
Revenu National Brut	267.37	274.66	285.91	298.59

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses à prix constants*Taux de croissance*

	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.3	2.2	2.0	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.3	2.7	1.3	1.9
a. Achats nets de biens et services	9.7	-0.3	1.1	4.5
b. Salaires, traitements et pensions	1.5	1.5	0.8	1.1
c. Prestations sociales en nature	1.6	6.4	2.5	3.0
Formation brute de capital fixe	-3.7	-0.9	1.7	5.8
a. Investissements des entreprises (1)	-4.1	-2.3	1.0	4.7
b. Investissements des pouvoirs publics	-0.6	1.0	5.1	25.0
c. Investissements en logements	-3.3	2.7	2.5	2.0
Variation de stocks (2)	0.6	0.1	0.3	0.0
Dépenses nationales totales	0.5	1.7	2.0	2.6
Exportations de biens et services	1.5	1.7	4.2	5.5
Importations de biens et services	1.0	2.3	3.8	5.6
Exportations nettes (2)	0.4	-0.4	0.4	0.0
Produit intérieur brut	0.9	1.3	2.4	2.5
Revenu intérieur brut réel	1.7	1.1	2.2	2.4
Revenu national brut réel	2.3	0.6	2.2	2.4

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses*Taux de croissance*

	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.8	1.9	1.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	3.3	2.5	2.3	2.5
a. Achats nets de biens et services	0.7	1.8	1.8	1.8
b. Salaires, traitements et pensions	4.5	2.5	2.2	2.4
c. Prestations sociales en nature	2.5	2.4	2.9	3.0
Formation brute de capital fixe	-0.4	0.9	1.5	1.9
a. Investissements des entreprises (1)	-2.3	0.9	1.3	1.9
b. Investissements des pouvoirs publics	1.5	-0.6	2.5	1.3
c. Investissements en logements	4.4	1.2	1.4	2.2
Dépenses nationales totales	1.1	2.2	1.9	2.0
Exportations de biens et services	-1.1	-1.2	0.9	1.2
Importations de biens et services	-2.1	-1.0	1.1	1.3
Termes de l'échange	0.9	-0.2	-0.2	-0.1
Produit Intérieur Brut	1.8	1.9	1.7	1.9
<i>Pro memori:</i>				
Déflateur des dépenses finales totales	0.1	0.6	1.4	1.6
Contributions:				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	1.0	1.1	0.9	1.0
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.7	0.4	0.3	0.3
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	0.2	0.0	0.3	0.0
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	0.1	0.6	0.3	0.7
(b) Coût des importations	-0.9	-0.5	0.5	0.5

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants*Taux de croissance annuels moyens, sauf indications contraires*

	2002	2003	2004	2005
<i>Salariés dans le secteur marchand</i>				
Coût salarial par heure effective	4.2	2.7	2.7	2.6
Coût salarial par personne	3.6	2.5	2.7	2.5
Salaire brut par heure effective	3.6	3.1	3.0	2.7
Salaire brut par personne	3.0	2.9	3.0	2.6
Indexation	2.3	1.3	1.6	1.8
Salaire brut par heure effective hors indexation	1.3	1.8	1.4	0.9
Salaire brut par personne hors indexation	0.7	1.6	1.4	0.8
Emploi (nombre d'heures)	-1.5	-0.4	0.7	1.3
Emploi (nombre de personnes)	-0.9	-0.2	0.7	1.4
Masse salariale y compris cotisations patronales (1)	2.7	2.3	3.5	3.9
Masse salariale hors cotisations patronales	2.1	2.7	3.7	4.0
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	34.4	33.9	33.6	33.4
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	25.3	24.7	24.4	24.1
Cotisations des salariés (3)	11.2	10.9	11.0	10.9
<i>Inflation et indexation</i>				
Inflation: indice national des prix à la consommation	1.6	1.6	2.1	2.0
Inflation: indice santé	1.8	1.5	1.6	1.7
Indexation rémunérations secteur public	2.7	1.3	1.3	1.8
Indexation des prestations sociales	2.7	1.3	1.3	1.5
<i>Secteur marchand (salariés et indépendants)</i>				
Valeur ajoutée à prix constants	0.9	1.2	2.4	2.7
Emploi (nombre d'heures)	-1.5	-0.5	0.6	1.0
Productivité horaire	2.4	1.7	1.8	1.7

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Situation sur le marché de l'emploi*En milliers (moyennes annuelles)*

	2002	2003	2004	2005
I. Population totale (II+III)	10332.8	10367.8	10391.2	10413.9
I.bis Population d'âge actif	6774.4	6797.8	6814.0	6838.0
II. Population inactive (concept BfP)	5503.4	5494.6	5475.7	5466.7
III. Population active (concept BfP) (IV+V+VI)	4829.4	4873.2	4915.5	4947.1
IV. Emploi intérieur	4136.0	4138.3	4156.0	4187.7
(a) Salariés	2694.6	2689.6	2711.0	2746.2
(b) Indépendants	679.4	676.8	673.9	670.9
(c) Emploi public (1)	762.0	771.9	771.1	770.6
V. Travailleurs frontaliers (solde)	49.6	50.3	50.5	50.7
VI. Chômage (concept BfP)	643.8	684.6	708.9	708.7
(a) Chômeurs complets indemnisés	375.4	412.8	433.3	440.4
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	77.8	84.7	92.5	92.6
(c) Demandeurs libres inoccupés	38.2	40.7	46.0	47.6
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	152.3	146.4	137.1	128.1
Taux de chômage (VI)/(III)	13.3	14.0	14.4	14.3
Taux d'activité (III)/(I.bis)	71.3	71.7	72.1	72.3
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	61.8	61.6	61.7	62.0
<i>Pro memóri</i>				
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	7.3	8.1	8.6	8.5

(1) Y compris les programmes de transition professionnelle

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.5.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail*En milliers (moyennes annuelles)*

	2002	2003	2004	2005
I. Population totale (II+III)	10332.8	10367.8	10391.2	10413.9
I.bis Population d'âge actif	6774.4	6797.8	6814.0	6838.0
II. Population inactive (concept BfP)	5503.4	5494.6	5475.7	5466.7
<i>dont: avec allocation ONEM</i>	170.1	171.6	176.6	179.4
- dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	8.0	6.7	5.6	4.6
- dispenses pour reprise d'études (1)	14.4	15.4	16.6	17.6
- interruptions complètes de carrière (1)(2)	29.7	28.4	28.7	28.6
- prépensions conventionnelles à temps plein (1)	106.5	107.9	110.3	110.9
- chômeurs complets en formation professionnelle (1)	11.6	13.2	15.4	17.6
III. Population active (concept BfP) (IV+V+VI)	4829.4	4873.2	4915.5	4947.1
IV. Emploi intérieur	4136.0	4138.3	4156.0	4187.7
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEM/FOREM/ORBEM/VDAB (3):</i>	266.1	288.9	328.6	343.5
<i>- avec allocation ONEM:</i>	179.3	217.7	248.2	263.6
* temps partiel avec AGR (4) + invol. avec allocations (1)	40.0	42.1	44.7	48.2
* activation (1)	36.3	45.6	54.5	56.7
** agences locales pour l'emploi (1)(5)	16.7	17.1	16.8	13.7
** programme de réinsertion (1)	7.2	2.5	0.6	-0.0
** plan 'activa' (1)	7.4	20.6	31.2	37.0
** réintégration de chômeurs âgés (1)	0.0	0.3	0.7	0.8
** programme de transition professionnelle (1)	5.0	5.1	5.2	5.2
** première expérience professionnelle (1)	0.0	0.0	0.0	0.0
* interruptions partielles de carrière (1)(2)	101.0	128.2	147.4	157.2
* prépensions à temps partiel (1)	1.2	1.1	0.9	0.9
* chômeurs complets en atelier protégé (1)	0.7	0.7	0.7	0.6
<i>- sans allocation ONEM:</i>	86.8	71.2	80.4	79.9
* temps partiel sans AGR (4)	23.2	12.0	20.4	20.4
* jeunes à temps partiel pendant stage	11.0	10.7	9.5	9.1
* demandeurs d'emploi libres occupés et autres	52.7	48.6	50.5	50.5
V. Travailleurs frontaliers (solde)	49.6	50.3	50.5	50.7
VI. Chômage (concept BfP)	643.8	684.6	708.9	708.7
(a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	375.4	412.8	433.3	440.4
(b) autres inscrits obligatoirement	77.8	84.7	92.5	92.6
- jeunes en stage d'attente	46.7	49.2	52.3	51.7
- autres, dont:	31.1	35.5	40.2	40.9
* bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.3	0.3	0.3	0.3
(c) demandeurs d'emploi libres inoccupés	38.2	40.7	46.0	47.6
(d) chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (1)	152.3	146.4	137.1	128.1
p.m. temps partiels volontaires indemnisés (1)	28.2	30.1	31.6	32.1
p.m. chômage temporaire (1) (unités budgétaires)	38.6	39.2	34.5	32.1
p.m. CCI-DE (1) - variations annuelles	34.9	45.1	24.9	7.1

(1) Définitions Infostat (concept paiements)

(2) Inclut le crédit temps

(3) Non compris le chômage temporaire

(4) AGR : allocation de garantie de revenu

(5) A partir du 1er octobre 2004, ne sont plus dispensés des formalités d'inscription en tant que demandeur d'emploi

Tableau B.6. Compte des particuliers (1)

En mld d'euros

	2002	2003	2004	2005
I. Opérations courantes				
a. Ressources	251.69	256.16	265.08	274.42
1. Excédent net d'exploitation	7.54	7.75	7.93	8.18
2. Revenu mixte	22.98	23.09	24.01	25.02
3. Rémunération des salariés	141.94	145.70	150.52	156.05
Salaires et traitements bruts	106.17	109.02	112.75	116.99
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	27.77	28.53	29.26	30.19
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	8.00	8.15	8.51	8.88
4. Revenus nets de la propriété	24.95	23.64	24.36	24.84
Intérêts reçus	16.29	14.23	13.81	13.47
Intérêts payés (-)	5.92	5.86	6.02	6.09
Revenu distribué des sociétés	10.10	10.68	11.69	12.27
Autres	4.48	4.59	4.88	5.19
5. Prestations sociales	49.86	52.11	54.15	55.93
6. Autres transferts courants nets	1.96	1.76	1.97	2.15
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2.47	2.11	2.13	2.24
b. Emplois	232.97	239.35	248.04	256.86
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	37.27	37.30	38.53	39.86
2. Cotisations sociales, dont:	54.52	55.27	57.00	58.90
Cotisations sociales effectives	46.64	47.24	48.62	50.16
Cotisations sociales imputées	7.89	8.03	8.38	8.74
3. Consommation finale nationale	141.17	146.78	152.51	158.10
c. Epargne nette	18.72	16.81	17.04	17.56
II. Opérations en capital				
a. Ressources	0.97	0.58	0.58	0.59
b. Emplois	7.30	7.05	8.26	7.67
1. Formation brute de capital fixe	15.16	15.74	16.32	17.07
2. Consommation de capital fixe (-)	9.31	10.08	10.34	10.85
3. Impôts en capital	1.27	1.40	2.29	1.47
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-0.10	-0.11	-0.11	-0.11
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0.03	-0.14	-0.14	-0.14
6. Autres transferts en capital à payer	0.25	0.24	0.23	0.23
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement	12.39	10.34	9.36	10.48
en % du PIB	4.75	3.84	3.34	3.57

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.7. Revenu disponible réel des particuliers (1)*Taux de croissance*

	2002	2003	2004	2005
Revenu primaire brut	0.6	-0.1	1.4	1.6
<i>a. Salaires, dont:</i>	1.7	0.9	1.4	1.7
Entreprises	0.9	0.5	1.6	1.9
Etat	4.3	2.3	1.1	1.6
Travailleurs frontaliers	3.0	-0.7	-1.1	-2.3
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	-1.4	1.0	1.4	2.3
Excédent brut d'exploitation des particuliers	-0.7	4.1	0.5	2.3
Revenu mixte des indépendants	-2.0	-1.3	2.1	2.3
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-2.3	-6.9	1.2	0.0
Intérêts reçus	-0.6	-14.2	-4.7	-4.3
Intérêts payés (-)	2.8	-2.8	0.8	-0.8
Revenus distribués des sociétés	-3.1	3.8	7.5	3.0
Distribution secondaire des revenus				
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	3.3	2.2	2.3	1.5
Prestations sociales	4.0	2.7	2.0	1.4
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	4.5	-0.4	1.2	1.4
Cotisations sociales effectives	4.6	-0.5	1.0	1.2
Cotisations sociales imputées	3.9	-0.0	2.5	2.4
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	0.9	-1.6	1.4	1.5
Revenu disponible brut des particuliers	0.1	1.1	1.7	1.7

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.8. Compte des entreprises

En mld d'euros

	2002	2003	2004	2005
I. Opérations courantes				
a. Ressources	22.98	24.31	24.75	27.63
1. Excédent net d'exploitation	28.36	30.33	31.68	34.62
2. Cotisations sociales	10.13	9.95	10.37	10.89
cotisations effectives à charge des employeurs	4.84	5.12	5.27	5.51
cotisations à charge des salariés	2.91	2.47	2.57	2.68
cotisations sociales imputées	2.38	2.37	2.53	2.70
3. Revenus nets de la propriété	-7.03	-7.60	-8.63	-8.82
4. Autres transferts courants nets	0.59	0.63	0.64	0.67
5. Correction pour les services d'intermédiation financière (-)	9.06	8.99	9.31	9.73
b. Emplois	19.04	18.67	19.58	20.71
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	8.39	8.19	8.70	9.29
2. Prestations sociales	8.18	8.37	8.74	9.17
prestations d'assurances sociales de régimes privés	5.17	5.36	5.58	5.82
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3.01	3.00	3.16	3.35
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2.47	2.11	2.13	2.24
c. Epargne nette	3.94	5.65	5.17	6.92
II. Opérations en capital				
a. Ressources	2.42	3.33	2.02	2.89
b. Emplois	5.27	10.22	5.45	5.87
1. Formation brute de capital fixe	31.51	30.96	31.67	33.80
2. Consommation de capital fixe (-)	27.78	28.57	30.00	31.59
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0.24	0.25	0.20	0.25
4. Variation des stocks	-0.74	0.36	1.03	0.97
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0.00	0.00	0.00	0.00
6. Transferts en capital à payer	2.03	7.22	2.55	2.44
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	1.09	-1.24	1.74	3.94
en % du PIB	0.42	-0.46	0.62	1.34

Tableau B.9. Opérations avec le reste du Monde

En mld d'euros

	2002	2003	2004	2005
I. Opérations courantes				
a. Emplois	209.55	214.23	225.03	240.63
1. Importations de biens et services	206.92	209.50	220.02	235.54
2. Rémunération des salariés	1.21	1.29	1.40	1.48
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	2.26	2.41	2.19	2.28
4. Revenus nets de la propriété (-)	4.52	3.36	3.34	3.65
5. Autres transferts courants nets	1.97	2.62	2.94	3.14
6. Cotisations sociales	1.15	1.18	1.22	1.23
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.57	0.59	0.60	0.61
b. Ressources	224.69	226.20	237.66	253.30
1. Exportations de biens et services	218.52	219.70	230.99	246.53
2. Rémunération des salariés	4.47	4.60	4.72	4.78
3. Subventions	0.71	0.87	0.87	0.87
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0.19	0.20	0.19	0.20
5. Cotisations sociales	0.42	0.45	0.49	0.52
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.37	0.38	0.39	0.40
c. Solde des opérations courantes	15.14	11.97	12.63	12.67
II. Opérations en capital	-1.47	-2.03	-1.92	-1.82
1. Transferts nets en capital	-1.41	-1.96	-1.85	-1.75
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	0.06	0.07	0.07	0.07
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	13.67	9.94	10.71	10.86
en % du PIB	5.23	3.69	3.82	3.70

Beschikbaar in het Nederlands

Editeur responsable: Henri Bogaert - Dépôt légal: D/2004/7433/34